

Alerte chéquier public : combien nous coûtera in fine le climat de guerre civile entretenu autour du passe sanitaire ?



Les mobilisations massives ayant eu lieu par le passé (Gilets jaunes, manifestations contre la réforme des retraites...) ont souvent été calmées par de coûteuses mesures. Alors que la mobilisation contre le passe sanitaire prend de l'ampleur, le gouvernement pourrait être tenté d'essayer d'acheter la paix sociale.

Avec Don Diego De La Vega

Atlantico : Lorsqu'on regarde les mobilisations passées, on remarque une tendance du gouvernement à dépenser sans compter pour apaiser les manifestants. Peut-on avoir cette crainte concernant la mobilisation autour du passe sanitaire ?

Don Diego de la Vega : Il est délicat d'évaluer la réponse budgétaire française au choc du Covid-19 car la France est un pays très particulier : on se tire des balles dans le pied, et après

on y répond. Le problème n'est pas la réponse gouvernementale en elle-même mais le fait qu'il s'agit souvent d'une réponse à un problème inventé par nous-mêmes. Ce qu'on fait actuellement avec le passe sanitaire ressemble fort aux premières réformes du quinquennat qui ont entraîné les Gilets jaunes, mouvement qu'il a fallu éteindre en faisant un gros chèque. Si on crée un apartheid avec 10 millions de personnes qui n'ont pas de passe sanitaire, dans six mois, il faudra les arroser quand elles seront en rébellion totale. Au final, on aura encore fait une réponse qu'on aurait pu éviter en ne créant pas le problème de toute pièce.

Le règlement du conflit actuel pourrait se faire de la même façon qu'avec les Gilets jaunes ?

A chaque fois, le gouvernement pense pouvoir imposer une réforme ex-nihilo inventée par un type dans son bureau. Et à chaque fois, il faut céder et le chèque final est plus lourd que le gain de la réforme initiale. Par exemple, en 2020, était-il si utile d'avoir un confinement si strict ? Des comparaisons internationales montrent qu'il n'y avait peut-être pas besoin d'aller à ce point dans le confinement. Les chèques qui ont été faits à ce moment, lorsque l'économie a été soviétisée pendant des semaines, ne reflètent pas la qualité ou la rapidité de l'intervention publique, mais reflètent la puissance de l'interdiction mise en place par l'Etat lui-même. Il n'y a pas plus de morts par habitant en France qu'en Suède, où en 2020 les gens se promenaient tranquillement sans masque dans la rue.

Dans la lutte contre la pandémie, il y a des dépenses obligatoires - soutenir telle ou telle profession, etc. - et les dépenses qui relèvent de problèmes créés par le gouvernement. Je ne serais pas étonné que dans quelques mois, notamment parce que nous serons dans un contexte électoral et que beaucoup de personnes seront encore exclues de la vie sociale, il faille encore faire une convention citoyenne et un paquet de chèques.

Qu'est-ce que le gouvernement serait prêt à faire pour mettre fin à la mobilisation ?

C'est un gouvernement no-limit. Pour rester au pouvoir, il n'a pas de limite budgétaire. Un peu comme en Argentine à l'époque de Perón ou au Venezuela à l'époque de Chavez. Pour se maintenir au pouvoir, des gens comme Gérald Darmanin, Emmanuel Macron ou Bruno Le Maire feraient n'importe quel chèque. Et s'il faut rajouter un zéro, ils le feront.

On peut rationaliser les choses de deux façons. D'abord en disant que les taux d'intérêt sont bas et devraient le rester quasiment éternellement, ce qui permet d'acheter la paix sociale sans risquer d'être sanctionné par les marchés. Ensuite, en argumentant que nous sommes en guerre contre le virus. Et comme on dit : à la guerre comme à la guerre ! C'est le quoi qu'il en coûte, après nous le déluge. Soit nous sommes réélus et nous nous arrangerons avec la BCE, soit nous ne sommes pas réélus et nous justifierons avoir fait ce qu'il fallait faire.

Il n'y a plus de tabou budgétaire. C'est intéressant car c'est en totale contradiction avec ce qui avait été dit en 2017, où les débats étaient très budgétaires, notamment chez Macron. On avait l'impression que si l'on passait de 2,9 à 3,1% de déficit budgétaire au sens de Maastricht, c'était

l'apocalypse. Maintenant, on calcule en points de PIB entiers tous les mois. Il y a une décomplexion totale vis-à-vis des questions budgétaire, en contradiction avec tout ce qui s'est dit lors de la décennie 2010 et en contraction avec les engagements de 2017. Ceci n'est pas spécifiquement français – on le voit aussi aux Etats-Unis où nous sommes passé des tea parties à des plans de relance qui se chiffrent en trillions de dollars – mais la différence est que la France ne part pas du même niveau de dépenses publiques.

Le cycle politique joue aussi beaucoup. Le fait que le gouvernement n'a pas une assise locale très forte, que le pays est balkanisé et qu'il y a des élections l'année prochaine donne une sorte de cocktail dépensier. En plus, il n'y a pas de contre-pouvoirs. Aux Etats-Unis, même quand la mode est à la dépense, il y a toujours des parlementaires républicains, des organismes indépendants, qui renâclent et demandent des compromis. En France, il n'y a pas d'opposition, pas de contre-pouvoir, pas d'office parlementaire budgétaire sérieux... Il n'y a personne pour dire à Macron : « la dépense est excessive ». Et l'opinion publique n'est pas structurée pour ça.

S'ajoute le problème de la qualité de la dépense. Le problème est qu'une partie de cette dépense est auto-générée et qu'on observe tous les mois des grosses contradictions dans les politiques publiques. Ce côté « stop and go » a généré beaucoup de dépenses redondantes et superflues. La cause, c'est que le pouvoir est entre les mains d'un seul homme. Or, un homme fonctionne par caprices, par modes, par sondages. A l'inverse, un parlement avec 400 personnes ne peut pas en permanence se dédire par rapport à ce qu'il a dit six semaines plus tôt, sinon il perd la face. Si on classifie les pays occidentaux entre les régimes parlementaires et les régimes présidentiels comme en France, je pense qu'on verra qu'il y a un avantage net à avoir des régimes plus parlementaires, plus décentralisés et plus localistes.

C'est trop facile de dire : « on préserve des vies ». Ce n'est pas un argument, car sinon on peut interdire l'automobile et préserver 3000 vies. Ce qui compte, c'est le mix entre l'argent mis dans le système, les libertés préservées et les vies sauvées. Et sur ce point, nous avons un assez mauvais mix en France. Par exemple, le passe sanitaire est l'un des plus liberticides de l'OCDE. On peut être liberticides, mais il faut des résultats sanitaires excellents.

Sur quel sujet, concrètement, Emmanuel Macron pourrait-il sortir le chéquier pour apaiser les manifestants anti passe sanitaire ?

C'est difficile à dire. Mais une chose est sûre : nous sommes en plein été, dans un mouvement complètement spontané, et malgré cela il y a 200.000 personnes motivées sur tout le territoire. Rendez-vous dans un mois ou deux quand le contexte va devenir pré-électoral, que les conséquences du passe sanitaire vont se faire sentir ; passe sanitaire dont tout le monde a compris qu'il ne s'arrêtera pas le 15 novembre. Les libertés qu'on évacue en ce moment, on n'est pas près de les regagner. Si les manifestants commencent à se radicaliser, ça va être compliqué pour Emmanuel Macron, car il s'était présenté comme celui qui voulait réconcilier les Français.